

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles elle est la principale bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont inscrits au coût.

b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction utilise des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés aux états financiers consolidés de la Société. Même si la direction revoit régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de ces dernières. Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : les provisions, notamment les provisions pour mauvaises créances et pour désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs, les frais de restructuration, les périodes d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, l'évaluation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la charge de rémunération à base d'actions et la comptabilisation des régimes de retraite.

c) Constatation des revenus

La Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord d'échange de produits ou de services;
- les produits ont été expédiés ou livrés, ou les services rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement de la vente est raisonnablement assuré.

Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client. La plupart des ventes sont livrées promptement aux clients; ainsi, la Société n'a pas de montants importants de produits finis en inventaire.

Dans le secteur de l'interactif, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus d'impression : Les revenus d'impression sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client.



1. Principales conventions comptables (suite)

Revenus de préparation de contenu : Les revenus de préparation de contenu sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure : Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés : Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

Revenus de projets marketing : Les revenus de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité : Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire, ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement : Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution : Les revenus de distribution de porte-en-porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque : Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours et frais de livraison.

Revenus d'ouvrages pédagogiques : Les revenus d'ouvrages pédagogiques sont constatés au moment où les ouvrages sont expédiés aux clients, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus d'édition : Les revenus d'édition sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.



1. Principales conventions comptables (suite)

d) Opérations non monétaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a constaté un montant de 7,4 millions de dollars au titre d'opérations non monétaires (9,5 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).

e) Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires, selon les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers. Une provision pour moins-value est constatée en réduction de la valeur comptable des actifs d'impôts futurs, lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

f) Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement, liée à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels, est constatée en réduction du coût de l'actif sous-jacent. L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement, liée aux dépenses d'exploitation, est constatée en réduction de ces dernières.

g) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à la juste valeur.

h) Cession de créances

Le programme de titrisation des débiteurs de la Société, qui est venu à échéance en août 2010, respectait les critères de vente d'actifs et, par conséquent, était comptabilisé hors bilan.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les frais d'exploitation et les stocks connexes figurant dans les états des résultats et les bilans consolidés. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.



1. Principales conventions comptables (suite)

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, sur les durées de vie utile estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les coûts, tels que les intérêts, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile de l'immobilisation correspondante. Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que l'immobilisation n'est pas mise en service.

Les immobilisations destinées à la vente sont comptabilisées au moindre de la valeur comptable nette ou de la juste valeur estimative diminuée des frais de vente.

l) Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Un écart d'acquisition a une durée de vie utile indéfinie et n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur le marché et celle fondée sur l'actualisation des flux monétaires. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Si des éléments indiquent une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche des flux monétaires pour l'estimer. Les flux monétaires futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.



1. Principales conventions comptables (suite)

m) Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis comme suit :

	Durée	Méthode
Relations d'affaires	12 ans	Linéaire
Coûts de prépublication d'ouvrage	Maximum 5 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	5 ans	Linéaire

Les actifs incorporels non amortissables comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et les tirages qui leur sont associés. Ces actifs incorporels ont une durée de vie utile indéfinie et ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

n) Coûts d'acquisition de contrat

Les coûts d'acquisition de contrat sont amortis linéairement sur la durée du contrat ou en fonction du volume de ventes, en réduction des revenus. Lorsque des événements ou des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrat afin de déterminer si ceux-ci ont subi une dépréciation. Ces coûts sont inclus dans les autres éléments d'actif aux bilans consolidés.

o) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations légales rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont contractées. L'obligation est initialement évaluée à sa juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée prévue, et est subséquemment ajustée pour refléter tout changement découlant du passage du temps et tout changement relatif à la date de paiement prévue ou au montant de l'estimation initiale. Lors de la constatation initiale d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, un coût de mise hors service de l'immobilisation est capitalisé, et augmente la valeur comptable de l'immobilisation en cause du même montant que le passif et est amorti aux résultats sur sa durée de vie utile.

p) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.



1. Principales conventions comptables (suite)

q) Régimes de retraite

L'obligation au titre des prestations constituées est déterminée par des actuaires indépendants, selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et est basée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction. La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, ainsi que le coût des services passés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») du groupe de salariés participant aux régimes de retraite, qui varie de 10 à 12 ans. L'obligation transitoire résultant de l'application initiale du chapitre 3461 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») en novembre 2000 est aussi amortie sur la DMERCA du groupe d'employés participant aux régimes. Aux fins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur.

r) Conversion de devises étrangères

Les filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente des opérations canadiennes, sont considérées comme des établissements étrangers autonomes et la méthode du taux courant est utilisée pour la conversion de leurs états financiers en dollars canadiens. Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits sous le poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » du bilan consolidé et ne sont inclus aux résultats qu'au moment de la réalisation d'une réduction de l'investissement dans ces établissements étrangers. Les établissements intégrés, incluant les bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes et les opérations en devises, sont convertis selon la méthode temporelle et les gains et les pertes de change sont enregistrés aux résultats.

s) Instruments financiers

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière en utilisant des instruments financiers dérivés. La Société gère ses risques financiers selon des paramètres définis et approuvés par le conseil d'administration, et n'effectue aucune transaction à des fins spéculatives. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, de même que les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme élément de couverture, sont classés comme des actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés au bénéfice net.



1. Principales conventions comptables (suite)

- Les placements sont classés soit comme actifs détenus jusqu'à échéance, donc évalués au coût après amortissement, soit comme actifs disponibles à la vente, donc évalués à la juste valeur ou au coût s'il n'existe pas de marché coté. S'ils sont évalués à la juste valeur, les variations sont enregistrées au résultat étendu lors de chaque fin de période.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur, et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Le découvert bancaire, les créiteurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur, et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur relative à la partie efficace de la couverture est constatée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme et sont amortis suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société documente en bonne et due forme son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, ainsi que toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Dans le cadre de la gestion de son risque de change, la Société utilise divers instruments financiers dérivés afin d'établir une couverture pour des opérations prévues spécifiques et une portion de ses débiteurs libellés en devises étrangères. Par conséquent, un ajustement est fait aux éléments couverts pour refléter le taux de couverture.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant l'échéance, et qu'ils ne sont pas remplacés dans le cadre de la stratégie de couverture documentée de la Société, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains, pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont constatés à leur juste valeur et les variations sont imputées aux résultats.



2. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

a) Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

b) États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

d) Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

3. Amortissement

	2010	2009
Immobilisations corporelles	112,0 \$	108,9 \$
Actifs incorporels	17,5	12,9
	129,5	121,8
Actifs incorporels et autres éléments d'actif, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	24,6	24,3
	154,1 \$	146,1 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours des derniers exercices, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

- a) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Ces mesures ont été complétées au cours de l'exercice 2010 et les déboursés finaux auront lieu au cours de l'exercice 2011.
- b) Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2010, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours des deux prochains exercices.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (suite)

Le tableau suivant présente le détail de ces programmes :

	Total			2010			2009	
	Montant	Passif au	Montant	Passif au	Montant	Passif au	Montant	Montant
	imputé aux	31 octobre	imputé aux	31 octobre	imputé aux	31 octobre	imputé aux	payé
	résultats	Prévu	2009	résultats	payé	2010	résultats	payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010								
Impression								
Réduction d'effectifs	28,9 \$	28,9 \$	8,8 \$	5,2 \$	11,1 \$	2,9 \$	23,7 \$	14,9 \$
Autres coûts	4,3	4,3	0,1	1,1	1,2	—	3,2	3,1
Interactif								
Réduction d'effectifs	2,1	2,1	0,8	0,9	1,1	0,6	1,2	0,4
Autres coûts	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
Médias								
Réduction d'effectifs	10,4	10,4	3,7	1,4	4,7	0,4	9,0	5,3
	45,9	45,9	13,4	8,6	18,1	3,9	37,3	23,9
Impression								
Dépréciation d'actifs	18,4	18,4	s.o.	0,9	s.o.	s.o.	17,5	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	1,5	s.o.
	65,9 \$	65,9 \$	13,4 \$	9,6 \$	18,1 \$	3,9 \$	56,3 \$	23,9 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012								
Impression								
Réduction d'effectifs	5,5 \$	6,0 \$	— \$	5,5 \$	— \$	5,5 \$	— \$	— \$
Autres coûts	—	1,1	—	—	—	—	—	—
	5,5	7,1	—	5,5	—	5,5	—	—
Impression								
Dépréciation d'actifs	0,7	0,7	s.o.	0,7	s.o.	s.o.	—	s.o.
	6,2 \$	7,8 \$	— \$	6,2 \$	— \$	5,5 \$	— \$	— \$
Total								
Réduction d'effectifs	46,9 \$	47,4 \$	13,3 \$	13,0 \$	16,9 \$	9,4 \$	33,9 \$	20,6 \$
Autres coûts	4,5	5,6	0,1	1,1	1,2	—	3,4	3,3
Dépréciation d'actifs	20,7	20,7	s.o.	1,7	s.o.	s.o.	19,0	s.o.
	72,1 \$	73,7 \$	13,4 \$	15,8 \$	18,1 \$	9,4 \$	56,3 \$	23,9 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

5. Frais financiers

	2010	2009
Frais financiers de la dette à long terme	39,7 \$	37,0 \$
Autres frais	3,4	2,6
Perte (gain) de change	(0,7)	1,3
	42,4 \$	40,9 \$

6. Impôts sur les bénéfices

	2010	2009
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statutaire	54,3 \$	(17,7) \$
Écart de taux entre les juridictions et incidence fiscale de la diminution des taux d'imposition futurs	(12,4)	(23,4)
Écart permanent sur la dépréciation des écarts d'acquisition	—	39,6
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	(2,4)	—
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	4,8	11,8
Réduction de la charge d'impôt découlant de la constatation de pertes fiscales non constatées antérieurement	(6,5)	(9,5)
Autres	(3,8)	5,8
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	34,0 \$	6,6 \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	43,0 \$	37,4 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(4,5)	(16,1)
Impôts sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(2,1)	(14,7)
Effet de la réduction du taux d'imposition statutaire ontarien (a)	(2,4)	—
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	34,0 \$	6,6 \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009.

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

6. Impôts sur les bénéfices (suite)

La provision d'impôts sur les bénéfices pour les exercices terminés les 31 octobre s'établit comme suit :

	2010	2009
Exigibles	24,1 \$	29,2 \$
Futurs		
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(4,5)	(16,1)
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(2,1)	(14,7)
Réduction des impôts futurs rattachée à la réduction du taux statutaire ontarien	(2,4)	—
Augmentation des impôts futurs rattachée aux autres écarts temporaires	18,9	8,2
	34,0 \$	6,6 \$

Les éléments donnant lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs se présentent comme suit aux 31 octobre :

	2010	2009
Report de pertes	120,2 \$	91,3 \$
Immobilisations corporelles, déduction faite des crédits d'impôt	(75,8)	(42,5)
Autres éléments d'actif (de passif)		
Provisions non déductibles	5,2	4,0
Régimes de retraite	2,3	3,5
Écarts d'acquisition et actifs incorporels	(34,7)	(23,7)
Autres	6,6	10,4
Total des impôts futurs	23,8 \$	43,0 \$

Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

Actif d'impôts futurs à court terme	17,7 \$	11,0 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	146,7	141,5
Passif d'impôts futurs à court terme	(2,5)	(0,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	(138,1)	(109,0)
Total des impôts futurs	23,8 \$	43,0 \$

La Société dispose de pertes en capital non comptabilisées de 16,5 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment.

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

7. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Ce groupe du secteur de l'impression a généré des revenus de l'ordre de 170,0 millions de dollars américains en 2009 et employait quelque 1200 personnes. La clôture de la transaction a eu lieu le 1^{er} avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

	2010	2009
Revenus	77,6 \$	199,2 \$
Charges	92,5	226,2
Perte avant impôts sur les bénéfices	(14,9)	(27,0)
Impôts futurs	(3,1)	(9,3)
Perte liée à l'exploitation des activités abandonnées	(11,8)	(17,7)
Gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de 24,1	39,2	—
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	27,4 \$	(17,7) \$

8. Débiteurs

Dans le cadre d'une entente de titrisation venue à échéance en août 2010, la Société vendait sur une base renouvelable certains de ses débiteurs à une fiducie qui, elle-même, vendait les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société. La contrepartie nette maximale qui était permise en vertu de cette entente était de 300,0 millions de dollars, incluant un montant maximal de 100,0 millions de dollars américains.

Le tableau suivant présente le détail des débiteurs vendus en vertu de cette entente :

	Au 31 octobre 2009
Débiteurs vendus	240,3 \$
Droits conservés	128,4
Contrepartie nette	111,9 \$
Contrepartie nette libellée en dollars canadiens	77,3 \$
Contrepartie nette libellée en dollars américains (32,0 millions de dollars américains)	34,6 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

9. Stocks

	2010	2009
Matières premières	45,1 \$	39,2 \$
Produits en cours et produits finis	37,8	35,1
	82,9 \$	74,3 \$

10. Immobilisations corporelles

2010	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	52,2 \$	— \$	52,2 \$
Bâtiments	315,1	90,7	224,4
Matériel de production	1 284,6	733,9	550,7
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	19,5	7,8	11,7
Autres équipements	168,4	126,8	41,6
Améliorations locatives	44,6	21,1	23,5
Constructions en cours et dépôts sur équipements	14,2	—	14,2
	1 898,6 \$	980,3 \$	918,3 \$

2009

Terrains	49,9 \$	— \$	49,9 \$
Bâtiments	326,9	85,4	241,5
Matériel de production	1 192,1	711,9	480,2
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	21,3	5,3	16,0
Autres équipements	165,0	119,7	45,3
Améliorations locatives	33,4	19,3	14,1
Constructions en cours et dépôts sur équipements	88,5	—	88,5
	1 877,1 \$	941,6 \$	935,5 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 2,2 millions de dollars (3,1 millions en 2009).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

11. Écarts d'acquisition

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	Secteur de l'impression	Secteur de l'interactif	Secteur des médias	Autres activités et montants non alloués	Total consolidé
2010					
Solde au début de l'exercice	131,4 \$	33,2 \$	507,9 \$	0,9 \$	673,4 \$
Acquisitions (note 23)	—	5,6	1,8	—	7,4
Dispositions	(1,4)	—	(0,3)	—	(1,7)
Variation du cours de change et autres	(0,3)	(0,2)	(0,5)	—	(1,0)
Solde à la fin de l'exercice	129,7 \$	38,6 \$	508,9 \$	0,9 \$	678,1 \$
2009					
Solde au début de l'exercice	266,2 \$	68,1 \$	507,4 \$	0,9 \$	842,6 \$
Acquisitions (note 23)	—	(1,3)	0,5	—	(0,8)
Dépréciation	(134,2)	(32,3)	—	—	(166,5)
Variation du cours de change et autres	(0,6)	(1,3)	—	—	(1,9)
Solde à la fin de l'exercice	131,4 \$	33,2 \$	507,9 \$	0,9 \$	673,4 \$

Au cours de l'exercice 2010, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition et aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'est requise. Au cours de l'exercice 2009, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 166,5 millions de dollars dans les secteurs de l'impression et de l'interactif, principalement reliée aux activités d'impression commerciale.

12. Actifs incorporels

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
2010			
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	32,2 \$	7,0 \$	25,2 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	60,3	41,1	19,2
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	15,1	4,9
Contrats d'impression acquis	11,1	6,2	4,9
Ententes de non-concurrence	2,0	0,8	1,2
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	40,1	19,9	20,2
Autres	0,9	0,4	0,5
	166,6	90,5	76,1
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	103,0	—	103,0
	269,6 \$	90,5 \$	179,1 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

12. Actifs incorporels (suite)

2009	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	29,7 \$	4,3 \$	25,4 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	51,9	34,0	17,9
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	10,9	9,1
Contrats d'impression acquis	14,6	5,5	9,1
Ententes de non-concurrence	4,1	3,3	0,8
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	28,2	13,3	14,9
Autres	1,0	1,0	—
	149,5	72,3	77,2
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	110,4	—	110,4
	259,9 \$	72,3 \$	187,6 \$

Au cours de l'exercice 2010, la Société a enregistré une charge de dépréciation des noms commerciaux de 8,0 millions de dollars dans le Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, plus précisément dans la division des journaux des provinces de l'Atlantique et de la Saskatchewan. De plus, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 4,5 millions afin de dévaluer divers autres actifs incorporels. Au cours de l'exercice 2009, une charge de dépréciation des noms commerciaux de 9,9 millions de dollars a été enregistrée dans le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs du secteur des médias, dont 3,8 millions a été enregistrée dans les dépréciations d'actifs et frais de restructuration, et présentée à la note 4.

13. Autres éléments d'actif

	2010	2009
Coûts d'acquisition de contrat	20,4 \$	27,2 \$
Placements	0,9	1,0
Actif au titre des prestations constituées (note 24)	8,4	6,1
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2,5	7,7
Autres	7,3	7,6
	39,5 \$	49,6 \$

14. Marge de crédit d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2010, la Société a procédé à l'annulation de sa marge de crédit d'exploitation, qui s'élevait à 4,5 millions de dollars.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

15. Dette à long terme

	Taux d'intérêt effectif au		2010	2009
	31 octobre 2010	Échéance		
Billets de premier rang non garantis				
Série 2002 A - 1re tranche - 5,62 % (75,0 \$US)	5,83 %	2013	76,5 \$	81,1 \$
Série 2002 A - 2e tranche - 5,73 % (50,0 \$US)	5,85 %	2015	51,0	54,1
Série 2004 A - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,13 %	2012	38,3	40,6
Série 2004 B - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,13 %	2012	38,3	40,6
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	1,15 %	2014	15,3	16,2
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,23 %	2016	10,2	10,8
Emprunts garantis par des immobilisations corporelles				
d'une valeur comptable nette négligeable	5,69 % à 6,28 %	2011	0,5	4,3
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition				
pour des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 11,7 \$	5,35 % à 8,55 %	2011-2014	5,2	10,7
Crédit à terme rotatif en dollars canadiens	1,92 %	2012	166,0	170,0
Crédit à terme rotatif en dollars américains (2010 - 12,0 \$US; 2009 - 103,0 \$US)	0,90 %	2012	12,2	111,4
Débentures non garanties - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 8,06 %	8,16 %	2014	50,0	50,0
Série 2 - 6,77 %	6,82 %	2019	50,0	50,0
Prêt à terme - SGF Rexfor Inc. - 8,25 %	8,49 %	2014	50,0	50,0
Crédit à terme - Caisse de dépôt et placement du Québec				
Taux acceptations bancaires + 6,375 %	8,26 %	2014	100,0	100,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2010 - 49,2 euros; 2009 - 23,7 euros)	4,85 %	2015	69,6	37,7
Autres emprunts à des taux nominaux fixes de 0,00 % à 8,00 %	3,27 % à 8,00 %	2011-2017	3,8	5,2
			736,9	832,7
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			6,2	6,9
Total de la dette à long terme			730,7	825,8
Portion à court terme			17,8	7,0
			712,9 \$	818,8 \$

Les billets de premier rang non garantis Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux monétaires futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang non garantis Séries 2004 A, 2004 B, 2004 C et 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale à l'exclusion de la Série 2004 D, qui est rachetable moyennant une prime de 0,5 % en date du 31 octobre 2010.



15. Dette à long terme (suite)

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 550,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, répartie en deux tranches, A et B, de 400,0 millions et 150,0 millions, respectivement. Le 4 décembre 2009, la Société a remboursé et annulé la tranche B pour un montant de 150,0 millions de dollars. L'échéance prévue de cette tranche B était le 14 mai 2010. Le crédit à terme rotatif de la Société est maintenant constitué uniquement de la tranche A qui vient à échéance en septembre 2012.

Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's. Selon la cote de crédit actuelle et la forme d'emprunt choisie par la Société, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 0,615 %. Des frais de facilité de 0,135 % sont également applicables au crédit à terme rotatif, qu'il soit utilisé ou non, et des frais d'utilisation de 0,10 % sont applicables si un montant de plus de 66 2/3 % du crédit à terme rotatif est utilisé. Cette facilité peut être renouvelée annuellement et, dans le cas où elle ne serait pas renouvelée, elle vient à échéance cinq ans après la date d'octroi ou du dernier renouvellement, le cas échéant. La dernière demande de renouvellement de la Société a été approuvée par le syndicat des prêteurs et est entrée en vigueur le 30 août 2007.

Au 31 octobre 2010, des lettres de crédit aux montants de 0,2 million de dollars canadiens et 3,0 millions de dollars américains avaient été émises à même la marge de crédit ferme, en plus du montant présenté ci-haut.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débetures non garanties de 50,0 millions chacune. La première porte intérêt au taux de 8,06 %, payable aux six mois. La deuxième porte intérêt au taux de 6,77 %, payable aux six mois, durant les deux premières années. Le taux pour les huit dernières années sera négocié d'ici février 2011. Le taux sera fondé sur le taux des obligations du Canada pour le même terme, majoré d'une prime basée sur la cote de crédit de la Société. La Société a mis en place un contrat de vente à terme d'obligations de 50,0 millions de dollars, dont l'échéance est le 5 novembre 2010, afin de fixer la portion du taux de la deuxième débenture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, pour les huit années restantes de son terme de 10 ans, à compter de son deuxième anniversaire.

Le financement de 50,0 millions de dollars consenti par SGF Rexfor Inc. porte intérêt au taux de 8,25 %, payable aux trois mois, considérant la cote de crédit de la Société accordée par Standard & Poor's.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par la Caisse de dépôt et placement du Québec porte intérêt au taux équivalent à celui des acceptations bancaires majoré de 6,375 %, considérant la cote de crédit de la Société accordée par Standard & Poor's. La Société a mis en place deux swaps de taux d'intérêt de 50,0 millions chacun afin de fixer le taux pour cinq ans à 8,39 % jusqu'en 2014.

En cas de changement de contrôle de la Société, les modalités des prêts reçus du Fonds de solidarité FTQ, de SGF Rexfor Inc. et de la Caisse de dépôt et placement du Québec prévoient que le capital et l'intérêt couru peuvent être exigibles.

Le prêt à terme SGF Rexfor Inc. et le crédit à terme de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont rachetables après le deuxième anniversaire, moyennant une pénalité de 2 % du capital remboursé dans la troisième année, 1 % dans la quatrième année et sans aucune pénalité par la suite. Les deux débetures non garanties du Fonds de solidarité FTQ sont rachetables à partir du deuxième anniversaire, à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux monétaires futurs, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des obligations émises par le gouvernement du Canada pour un terme semblable.



15. Dette à long terme (suite)

La Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (78,7 millions de dollars) d'une banque européenne, portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production. Ce financement est tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de janvier 2011. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en décembre 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %.

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2011	17,8 \$
2012	270,4
2013	92,0
2014	231,0
2015	65,2
2016 et suivants	60,5
	736,9 \$

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition, pour lesquels le capital est inclus dans les montants présentés ci-haut, sont les suivants :

	Capital	Intérêts	Paiements minimums
2011	2,1 \$	0,2 \$	2,3 \$
2012	1,1	0,2	1,3
2013	0,8	0,1	0,9
2014	1,2	—	1,2
	5,2 \$	0,5 \$	5,7 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

16. Autres éléments du passif

	2010	2009
Abonnements perçus d'avance	7,2 \$	4,3 \$
Charges à payer à long terme	16,0	6,4
Passif au titre des prestations constituées (note 24)	14,8	18,7
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	0,8	1,0
Juste valeur des instruments financiers dérivés	11,2	4,3
	50,0 \$	34,7 \$

17. Capital-actions

Autorisé (en nombre illimité)

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, comportant un vote par action, participantes ;

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes ;

Actions privilégiées : actions privilégiées de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes cumulatifs.

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Émis et payé				
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A	65 806 497	361,2 \$	64 749 030	357,9 \$
Actions catégorie B	15 196 840	20,6	16 045 707	21,8
	81 003 337	381,8	80 794 737	379,7
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D	4 000 000	96,8	4 000 000	96,8
		478,6 \$		476,5 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

17. Capital-actions (suite)

Les actions privilégiées de série D ont un dividende annuel cumulatif fixe de 6,75 % pour la première période de cinq ans, payable trimestriellement en janvier, avril, juillet et octobre. À compter du 15 octobre 2014, le dividende annuel cumulatif sera équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada d'une durée de cinq ans, majoré de 4,16 % pour les cinq années suivantes. Ces actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société à chaque cinquième anniversaire et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées, série E (les « actions privilégiées de série E »), à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date. Les actions privilégiées de série E auront un dividende trimestriel cumulatif équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans trois mois, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de série E seront rachetables au gré de la Société et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de série D, à compter du 15 octobre 2019, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date.

Au cours des exercices 2010 et 2009, le capital-actions de la Société a varié de la façon suivante :

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	64 749 030	357,9 \$	64 243 743	357,0 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	848 867	1,2	488 931	0,7
Levée d'options d'achat d'actions	208 600	2,1	16 356	0,2
Solde à la fin de l'exercice	65 806 497	361,2 \$	64 749 030	357,9 \$
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	16 045 707	21,8 \$	16 534 638	22,5 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(848 867)	(1,2)	(488 931)	(0,7)
Solde à la fin de l'exercice	15 196 840	20,6 \$	16 045 707	21,8 \$
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	—	— \$
Émission d'actions	—	—	4 000 000	96,8
Solde à la fin de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$



17. Capital-actions (suite)

Levées des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la contrepartie reçue a été de 2,1 millions de dollars et aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la contrepartie reçue a été de 0,2 million de dollars et aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital-actions.

18. Bénéfice net (perte nette) par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Numérateur		
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	146,0 \$	(64,1) \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	0,5
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	139,2 \$	(64,6) \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	80,8	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	—
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	80,9	80,8

Dans le calcul du bénéfice dilué par action, 1 010 960 options sont considérées anti-dilutives au 31 octobre 2010 (1 566 045 au 31 octobre 2009), leur prix de levée étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

19. Rémunération à base d'actions

Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2010 sont de 6 078 562 et 4 593 558, respectivement. Pour les options octroyées avant le 31 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 20 % par année et prend fin 10 ans après l'octroi. Pour les options octroyées après le 30 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 25 % par année et prend fin sept ans après l'octroi. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution des options.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,8 million de dollars et 1,6 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de l'exercice	2 006 575	17,23 \$	1 820 621	18,61 \$
Octroyées	173 100	13,09	317 700	9,64
Levées	(208 600)	9,88	(16 356)	9,88
Annulées	(428 585)	20,84	(115 390)	19,15
Options émises à la fin de l'exercice	1 542 490	16,76 \$	2 006 575	17,23 \$
Options pouvant être levées aux 31 octobre	1 044 640	18,95 \$	1 415 620	18,65 \$

Au 31 octobre 2010, le solde des options d'achat d'actions disponible pour octrois futurs en vertu du régime était de 3 051 068.

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions aux 31 octobre :

Options en cours			Options pouvant être levées			
Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée restante à courir (années)	Moyenne pondérée des prix de levée		Moyenne pondérée des prix de levée	
			Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options
2010						
8,85 - 13,09 \$	531 530	5,2	10,87 \$	124 205	10,09 \$	
15,51 - 22,41 \$	1 010 960	3,0	19,86	920 435	20,15	
	1 542 490	3,8	16,76 \$	1 044 640	18,95 \$	
2009						
8,85 - 11,13 \$	570 700	4,1	9,83 \$	257 050	10,06 \$	
15,51 - 24,01 \$	1 435 875	3,9	20,17	1 158 570	20,55	
	2 006 575	4,0	17,23 \$	1 415 620	18,65 \$	

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Juste valeur des options d'achat d'actions	4,31 \$	3,90 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,5 %	1,4 %
Volatilité prévue	38,6 %	32,2 %
Taux d'intérêt sans risque	2,74 %	2,09 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées. Une portion des unités d'actions sera acquise sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction du passage du temps. Les UAD et les UAR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur une période d'acquisition de trois ans en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UAD et les UAR sont réévaluées à la valeur intrinsèque à la date de clôture de chaque période, jusqu'au règlement pour une UAD ou jusqu'à la date d'acquisition pour une UAR, qui correspond à la date de règlement, en utilisant le cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société. Les variations de la valeur intrinsèque sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les créditeurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	UAD		UAR	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de l'exercice	127 870	103 282	548 808	221 357
Unités octroyées	53 240	44 081	277 013	384 865
Unités annulées	(58 141)	(20 674)	(136 765)	(57 414)
Unités payées	(4 290)	—	(12 429)	—
Dividendes versés en unités	2 431	1 181	—	—
Solde à la fin de l'exercice	121 110	127 870	676 627	548 808

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009 ont été de 4,0 millions de dollars et 1,9 million, respectivement. Un montant de 0,2 million a été versé en vertu de ce régime pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (aucun montant n'a été versé pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).



19. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux. Lorsqu'un administrateur choisit de recevoir des unités d'actions différées, la Société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la valeur au marché des actions à droit de vote subalterne catégorie A à la date d'octroi. Lorsque la Société verse des dividendes sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A, les comptes des administrateurs sont crédités d'un montant équivalent sous forme d'unités supplémentaires. Les variations de la valeur intrinsèque sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les créditeurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Suivant le départ d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur intrinsèque des unités lui est versé.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	2010	2009
Solde au début de l'exercice	167 783	108 621
Rémunération des administrateurs	29 396	54 521
Unités payées	(40 923)	—
Dividendes versés en unités	3 547	4 641
Solde à la fin de l'exercice	159 803	167 783

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009 ont été de 0,9 million de dollars et 0,8 million, respectivement. Un montant de 0,5 million a été versé en vertu de ce régime pour l'exercice terminé 31 octobre 2010 (aucun montant n'a été versé pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).

20. Surplus d'apport

	2010	2009
Solde au début de l'exercice	12,9 \$	11,3 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 19)	0,8	1,6
Solde à la fin de l'exercice	13,7 \$	12,9 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

21. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1^{er} novembre 2008	(25,5) \$	(15,2) \$	(40,7) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	4,7	15,9	20,6
Solde au 31 octobre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Solde au 1^{er} novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(4,0)	(5,2)	(9,2)
Solde au 31 octobre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$

Au 31 octobre 2010, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des exercices ultérieurs comme suit :

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Pertes sur dérivés désignés comme						
couverture des flux de trésorerie	(4,6) \$	(1,1) \$	(0,7) \$	(0,2) \$	(0,1) \$	(6,7) \$
Impôts sur les bénéfices recouverts	1,5	0,4	0,2	0,1	—	2,2
	(3,1) \$	(0,7) \$	(0,5) \$	(0,1) \$	(0,1) \$	(4,5) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

22. Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation se résume comme suit :

	2010	2009
Débiteurs	(144,1) \$	(154,0) \$
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(15,6)	0,4
Stocks	(8,9)	15,8
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	0,3	(3,7)
Créditeurs et charges à payer	8,7	18,8
Impôts sur les bénéfices à payer	2,1	(21,1)
Abonnements perçus d'avance et dépôts	3,7	(1,8)
	(153,8) \$	(145,6) \$
Information additionnelle		
Intérêts payés	39,2 \$	38,8 \$
Impôts sur les bénéfices payés	33,4 \$	43,8 \$

23. Acquisitions d'entreprises

2010

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	10 % supplémentaire des actions de ThinData, leader canadien du marketing direct interactif par courriel préautorisé. La Société détient à cette date 100 % des actions de ThinData.	29 octobre 2010
	25 % supplémentaire des actions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), un chef de file nord-américain de la communication sur mesure. La Société détient à cette date 100 % des actions de Totem.	29 octobre 2010
	100 % des actions de LIPSO Systèmes inc., un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées.	30 avril 2010
Médias	100 % des actions du <i>Journal Le Nord</i> (Groupe Média-Business Inc.), journal hebdomadaire desservant la ville de St-Jérôme.	13 septembre 2010



23. Acquisitions d'entreprises (suite)

Conversys

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Conversys, acquise le 21 janvier 2009, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

Totem (anciennement Redwood Custom Communications)

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), acquise le 18 novembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

Les allocations du prix d'achat des acquisitions conclues au cours de l'exercice 2010 sont préliminaires et sujettes à changement à la suite de l'évaluation finale des actifs acquis et de la détermination finale des coûts liés à ces acquisitions.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions des périodes précédentes se résument comme suit :

Actifs acquis	
Immobilisations corporelles	0,1 \$
Écarts d'acquisition (valeur fiscale nulle)	6,6
Actifs incorporels amortissables	6,1
Actif d'impôts futurs	0,2
	13,0 \$
Passifs pris en charge	
Autres éléments du passif	(0,1) \$
Passif d'impôts futurs	1,8
	1,7
	11,3 \$
Contrepartie	
Encaisse déboursée	11,6 \$
Sommes à payer à court terme	1,3
Sommes à payer à long terme	(1,6)
	11,3 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a payé la somme de 2,4 millions de dollars, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des exercices précédents. De cette somme, 1,6 million était inclus dans les sommes à payer à court terme et 0,8 million a été attribué à l'écart d'acquisition.



23. Acquisitions d'entreprises (suite)

2009

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	100 % des actions de Conversys, premier fournisseur canadien de circulaires électroniques.	21 janvier 2009
	75 % des actions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), un chef de file nord-américain de la communication sur mesure.	18 novembre 2008
Médias	100 % des actions de That's the spirit.com, société de conseil en marketing et promotion.	12 décembre 2008

Rastar, Inc.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Rastar, Inc., acquise le 4 septembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau à la page suivante présente ces ajustements.

ThinData

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de ThinData, acquise le 11 mars 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le montant de ces ajustements est négligeable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

23. Acquisitions d'entreprises (suite)

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions de l'exercice précédent se résument comme suit :

	Rastar	Autres	Total
Actifs acquis			
Fonds de roulement	(0,3) \$	2,6 \$	2,3 \$
Immobilisations corporelles	(6,8)	2,0	(4,8)
Écarts d'acquisition (ajustement de la valeur fiscale de (7,1))	(7,1)	6,3	(0,8)
Actifs incorporels amortissables	13,8	0,8	14,6
Actif d'impôts futurs	0,7	0,3	1,0
	0,3 \$	12,0 \$	12,3 \$
Passifs pris en charge			
Dette à long terme	— \$	0,4 \$	0,4 \$
Autres éléments du passif	1,3	0,3	1,6
Passif d'impôts futurs	(1,2)	0,6	(0,6)
	0,1	1,3	1,4
	0,2 \$	10,7 \$	10,9 \$
Contrepartie			
Encaisse déboursée	0,2 \$	10,8 \$	11,0 \$
Encaisse de l'entreprise acquise	—	(0,4)	(0,4)
	0,2	10,4	10,6
Sommes à payer à court terme	—	0,3	0,3
	0,2 \$	10,7 \$	10,9 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Société a payé la somme de 3,8 millions de dollars, qui était incluse dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2008, relativement à une acquisition d'entreprise conclue au cours d'un exercice précédent.



24. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Pour les régimes à prestations déterminées, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes.

Le 1^{er} février 2010, la Société a annoncé la conversion, pour le service futur, de ses régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées à compter du 1^{er} juin 2010. Conséquemment, une charge de compression spéciale de 3,3 millions de dollars été enregistrée dans les états financiers consolidés du deuxième trimestre de l'exercice 2010.

L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2007. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2010 au plus tard.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	2010	2009
Actions canadiennes et étrangères	69 %	67 %
Obligations de gouvernements et d'entreprises	29	31
Encaisse et placements temporaires	2	2
	100 %	100 %

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

24. Régimes de retraite (suite)

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que la capitalisation des régimes à prestations déterminées, pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	343,2 \$	297,8 \$
Variation de taux de change	(0,1)	(0,3)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	10,9	12,9
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	21,8	22,4
Pertes actuarielles	46,8	20,3
Prestations versées	(19,2)	(13,6)
Modifications aux régimes	—	(0,2)
Compression des régimes	(10,5)	0,3
Effet d'un règlement	(4,6)	—
Cotisations des employés	6,4	9,3
Transfert vers d'autres régimes	—	(5,7)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	394,7 \$	343,2 \$
Juste valeur des actifs des régimes		
Solde au début de l'exercice	307,0 \$	252,1 \$
Variation de taux de change	—	(0,2)
Rendement réel des actifs des régimes	36,7	39,1
Prestations versées	(19,2)	(13,6)
Cotisations de l'employeur	20,2	24,5
Cotisations des employés	6,4	9,3
Effet d'un règlement	(4,6)	—
Transfert vers d'autres régimes	—	(4,2)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	346,5 \$	307,0 \$
Déficit des régimes	(48,2) \$	(36,2) \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	42,1	20,8
Coûts non amortis des services passés	0,1	—
Obligation transitoire non amortie	(0,4)	2,8
Passif au titre des prestations constituées	(6,4) \$	(12,6) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

24. Régimes de retraite (suite)

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées figure comme suit au bilan de la Société :

	2010	2009
Autres éléments d'actif	8,4 \$	6,1 \$
Autres éléments du passif	(14,8)	(18,7)
	(6,4) \$	(12,6) \$

L'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre comprennent les montants suivants relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	2010	2009
Juste valeur des actifs des régimes	327,5 \$	289,0 \$
Obligation au titre des prestations constituées	377,4	327,7
Situation de capitalisation - déficit	(49,9) \$	(38,7) \$

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées aux 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	5,5 %	6,5 %
Taux de croissance de la rémunération	3,0 - 4,0 %	3,5 - 4,5 %
Coût des prestations pour les exercices terminés les 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	6,50 %	7,25 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,25 %	7,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,5 - 4,5 %	4,0 - 5,0 %



24. Régimes de retraite (suite)

Le coût au titre des régimes à prestations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	2010	2009
Coût des services rendus au cours de l'exercice	10,9 \$	12,9 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	21,8	22,4
Rendement réel des actifs des régimes	(36,7)	(39,1)
Pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées	46,8	20,3
Effet de la compression des régimes	(10,5)	1,2
Coût au titre des régimes à prestations déterminées avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	32,3	17,7
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	14,0	19,6
Écart entre le montant des pertes actuarielles constatées pour l'exercice et le montant réel des pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(35,4)	(20,4)
Écart entre l'amortissement du coût non amorti des services passés pour l'exercice et les modifications effectives aux régimes pour l'exercice	(0,1)	0,1
Amortissement de l'obligation transitoire	3,2	0,1
Coût constaté au titre des régimes à prestations déterminées	14,0 \$	17,1 \$

Le coût et le montant total payé au titre des régimes à cotisations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre sont les suivants :

	2010	2009
Cotisations de l'employeur	8,6 \$	3,2 \$

25. Engagements, garanties et passifs éventuels

Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location de locaux et d'acquisition de matériel de production, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. La Société s'est aussi engagée, en vertu de contrats avec certains de ses clients, à effectuer des paiements couvrant des coûts d'acquisition de contrat s'échelonnant jusqu'en 2015. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

25. Engagements, garanties et passifs éventuels (suite)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Contrats de location de locaux	27,8 \$	24,8 \$	20,9 \$	17,4 \$	16,6 \$	66,0 \$	173,5 \$
Contrats pour l'acquisition de matériel de production	12,4	0,7	0,5	0,3	—	—	13,9
Coûts d'acquisition de contrat	3,6	6,4	4,3	3,7	0,9	—	18,9
	43,8 \$	31,9 \$	25,7 \$	21,4 \$	17,5 \$	66,0 \$	206,3 \$

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les garanties suivantes :

a) Contrats de sous-location

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance entre 2012 et 2015. Advenant l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire, la Société devra indemniser le bailleur. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties est estimée à 2,7 millions de dollars. Au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces garanties, étant donné que l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire est peu probable.

b) Indemnisation des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

c) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2010 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.



26. Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie, ainsi qu'à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

En raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Au 31 octobre 2010, aucun client ne représente plus de 5 % des débiteurs consolidés et les 20 principaux clients de la Société représentent moins de 25 % des débiteurs consolidés. Au 31 octobre 2010, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 29,2 millions de dollars. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture. La Société n'a pas fait de réclamations en vertu de cette police d'assurance-crédit pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus trimestriellement par la direction. La Société enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La Société est exposée au risque de crédit relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations; toutefois, elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 31 octobre 2010, l'exposition maximale à ce risque de crédit est de 7,8 millions de dollars (11,9 millions au 31 octobre 2009), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société.

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26. Instruments financiers (suite)

Débiteurs en souffrance :

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Comptes-clients		
Dans les délais	293,7 \$	209,0 \$
1-30 jours en souffrance	84,7	50,0
31-60 jours en souffrance	24,2	7,6
Plus de 60 jours en souffrance	26,6	21,5
	429,2	288,1
Provision pour créances douteuses	(12,9)	(11,8)
Autres débiteurs	38,5	29,7
	454,8 \$	306,0 \$

Provision pour créances douteuses :

Solde au début de l'exercice	11,8 \$	10,0 \$
Dépense pour créances douteuses	3,8	7,0
Créances radiées et recouvrements	(2,7)	(5,2)
Solde à la fin de l'exercice	12,9 \$	11,8 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26. Instruments financiers (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2010 :

2010	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(347,4) \$	(347,4) \$	(347,4) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(730,7)	(863,5)	(50,2)	(420,1)	(320,4)	(72,8)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(0,5)	(0,5)	—	(0,5)	—	—
	(1 078,6)	(1 211,4)	(397,6)	(420,6)	(320,4)	(72,8)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	—	(109,7)	(63,8)	(45,9)	—	—
Entrées de fonds	8,5	119,4	70,3	49,1	—	—
Contrats d'échange sur marchandises	(0,1)	(0,1)	(0,1)	—	—	—
Swaps de taux d'intérêt	(6,5)	(7,3)	(3,9)	(3,5)	0,1	—
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,1)	(6,1)	(6,1)	—	—	—
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises	(10,1)	(10,9)	(1,7)	(4,7)	(3,7)	(0,8)
	(14,3)	(14,7)	(5,3)	(5,0)	(3,6)	(0,8)
	(1 092,9) \$	(1 226,1) \$	(402,9) \$	(425,6) \$	(324,0) \$	(73,6) \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés.

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26. Instruments financiers (suite)

2009	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾	(345,2) \$	(345,2) \$	(345,2) \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	(825,8)	(963,5)	(42,2)	(497,3)	(349,4)	(74,6)
Charges à payer à long terme ⁽²⁾	(0,2)	(0,2)	—	(0,2)	—	—
	(1 171,2)	(1 308,9)	(387,4)	(497,5)	(349,4)	(74,6)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	—	(128,2)	(63,3)	(64,9)	—	—
Entrées de fonds	8,1	134,6	65,5	69,1	—	—
Contrats d'échange sur marchandises	(0,8)	(0,8)	(0,8)	—	—	—
Swaps de taux d'intérêt	(3,6)	(4,7)	(5,5)	(2,2)	3,0	—
Contrat de vente à terme d'obligations	(1,3)	(1,3)	—	(1,3)	—	—
Swap sur rendement total	(0,1)	(0,1)	(0,1)	—	—	—
	2,3	(0,5)	(4,2)	0,7	3,0	—
	(1 168,9) \$	(1 309,4) \$	(391,6) \$	(496,8) \$	(346,4) \$	(74,6) \$

⁽¹⁾ Excluant les instruments financiers dérivés.

⁽²⁾ Excluant les passifs non financiers.

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités d'exploitation et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses d'indexation des prix équivalentes à celles exigées par ses fournisseurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable. Au 31 octobre 2010, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 61 % de la dette totale (63 % au 31 octobre 2009), alors que la portion à taux fixe représente 39 % (37 % au 31 octobre 2009).



26. Instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2010, afin de réduire le risque de taux d'intérêt, la Société a pris part à des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 225,0 millions de dollars, dont 125,0 millions échéant en septembre 2012 et 100,0 millions échéant en mai 2014. Ces swaps convertissent le taux d'intérêt variable basé sur le taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 6,16 %, incluant la majoration applicable. En tenant compte de ces instruments financiers dérivés, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 30 % de la dette totale (36 % au 31 octobre 2009), alors que la portion à taux fixe représente 70 % (64 % au 31 octobre 2009). La relation de couverture a été efficace et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques au cours de l'exercice 2010.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a mis en place un contrat de vente à terme d'obligations de 50,0 millions de dollars, dont l'échéance est le 5 novembre 2010, afin de fixer la portion du taux de la deuxième débenture fondé sur le taux des obligations du Canada à 4,34 %, majoré d'une prime basée sur la cote de crédit de la Société, pour les huit années restantes de son terme de 10 ans, à compter de son deuxième anniversaire. Le taux pour les huit dernières années sera négocié d'ici février 2011.

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en décembre 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 55,6 millions d'euros (78,7 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761.

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

Exercice terminé le 31 octobre 2010		Exercice terminé le 31 octobre 2009	
Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
(0,8) \$	2,0 \$	(1,5) \$	4,2 \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

b) Risque de change

La Société exerce des activités aux États-Unis et au Mexique, exporte ses produits aux États-Unis et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2010, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, totalisant un montant de 238,5 millions de dollars américains et un montant de 49,2 millions d'euros (331,9 millions de dollars américains et 23,7 millions d'euros au 31 octobre 2009). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26. Instruments financiers (suite)

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2010, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 107,0 millions de dollars américains (118,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2009), dont 62,0 millions et 45,0 millions seront vendus en 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 23 mois, à des taux variant de 1,0302 à 1,2800. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques au cours de l'exercice 2010.

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

	Exercice terminé le 31 octobre 2010		Exercice terminé le 31 octobre 2009	
	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	1,5 \$	(7,0) \$	1,5 \$	(8,7) \$
Euro	—	2,3	(3,2)	—

Une dépréciation hypothétique de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

Juste valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2010 et 2009. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux monétaires actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2010		2009	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dettes à long terme	769,9 \$	730,7 \$	837,6 \$	825,8 \$
Contrats de change à terme	8,5	8,5	8,1	8,1
Contrats d'échange sur marchandises	(0,1)	(0,1)	(0,8)	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	(6,5)	(6,5)	(3,6)	(3,6)
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,1)	(6,1)	(1,3)	(1,3)
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises	(10,1)	(10,1)	—	—
Swap sur rendement total	—	—	(0,1)	(0,1)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

26. Instruments financiers (suite)

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit :

Niveau 1 - Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	— \$	8,5 \$	— \$	8,5 \$
Contrats d'échange sur marchandises	—	(0,1)	—	(0,1)
Swaps de taux d'intérêt	—	(6,5)	—	(6,5)
Contrat de vente à terme d'obligations	—	(6,1)	—	(6,1)
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises	—	(10,1)	—	(10,1)
	— \$	(14,3) \$	— \$	(14,3) \$
2009	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Contrats de change à terme	— \$	8,1 \$	— \$	8,1 \$
Contrats d'échange sur marchandises	—	(0,8)	—	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	—	(3,6)	—	(3,6)
Contrat de vente à terme d'obligations	—	(1,3)	—	(1,3)
Swap sur rendement total	—	(0,1)	—	(0,1)
	— \$	2,3 \$	— \$	2,3 \$

27. Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, d'environ 1,50;
- Conserver une cote de crédit « catégorie d'investissement »;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions lorsqu'elles surviennent.

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.



27. Gestion du capital (suite)

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels comme indicateur principal de mesure de levier financier. Aux fins du calcul, l'endettement net se définit par la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme, le découvert bancaire et l'utilisation du programme de titrisation, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 31 octobre 2010, le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels était de 1,82. Au 31 octobre 2009, le même ratio était de 2,59. La baisse de ce ratio au cours de l'exercice 2010 est principalement due à une diminution de l'endettement net liée à la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, ainsi qu'à une réduction de nos dépenses en immobilisations corporelles combinée à l'augmentation de notre bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

28. Information sectorielle

En novembre 2010, la Société a annoncé que le secteur des communications marketing devenait le secteur de l'interactif.

En novembre 2009, la Société a modifié sa structure d'exploitation afin de renforcer le positionnement de la Société dans les marchés de l'impression, de l'interactif et des médias. En conséquence, la direction a décidé de transférer l'ensemble de ses activités canadiennes d'impression commerciale du secteur de l'interactif au secteur de l'impression. Les données comparatives ont été reclassées afin de présenter l'information selon la nouvelle structure.

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

28. Information sectorielle (suite)

Secteurs d'exploitation	2010	2009
Revenus		
Secteur de l'impression	1 442,7 \$	1 530,8 \$
Secteur de l'interactif	123,3	123,5
Secteur des médias	608,3	607,0
Autres activités et montants non alloués	7,8	7,7
Ventes inter-sectorielles		
Secteur de l'impression	(82,3)	(79,5)
Secteur de l'interactif	(2,8)	(1,4)
Secteur des médias	(5,4)	(18,3)
Total des ventes inter-sectorielles	(90,5)	(99,2)
	2 091,6 \$	2 169,8 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Secteur de l'impression	277,5 \$	237,3 \$
Secteur de l'interactif	6,7	8,2
Secteur des médias	109,5	110,4
Autres activités et montants non alloués	(11,7)	(17,0)
	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Secteur de l'impression	164,7 \$	(30,2) \$
Secteur de l'interactif	(5,7)	(32,4)
Secteur des médias	82,9	76,7
Autres activités et montants non alloués	(17,7)	(25,9)
	224,2 \$	(11,8) \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		
Secteur de l'impression	96,9 \$	90,2 \$
Secteur de l'interactif	10,3	6,9
Secteur des médias	17,0	17,0
Autres activités et montants non alloués	5,3	7,7
	129,5 \$	121,8 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾		
Secteur de l'impression	103,8 \$	215,4 \$
Secteur de l'interactif	7,3	3,9
Secteur des médias	6,4	10,5
Autres activités et montants non alloués	3,4	7,0
	120,9 \$	236,8 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

28. Information sectorielle (suite)

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Secteurs d'exploitation		
Actif		
Secteur de l'impression	1 473,8 \$	1 449,5 \$
Secteur de l'interactif	130,0	113,7
Secteur des médias	783,7	793,4
Autres activités et montants non alloués	207,2	81,2
Actifs liés aux activités abandonnées (note 7)	—	93,2
	2 594,7 \$	2 531,0 \$
Secteurs géographiques	2010	2009
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 746,7 \$	1 789,9 \$
Exportations	170,4	210,0
	1 917,1	1 999,9
États-Unis et Mexique	174,5	169,9
	2 091,6 \$	2 169,8 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actif, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	341,8 \$	321,3 \$
États-Unis et Mexique	40,2	17,6
	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Canada	213,0 \$	(3,6) \$
États-Unis et Mexique	11,2	(8,2)
	224,2 \$	(11,8) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés



Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009
(en millions de dollars, sauf les données par action)

28. Information sectorielle (suite)

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Actif		
Canada	2 111,6 \$	1 918,7 \$
États-Unis et Mexique	483,1	519,1
Actif lié aux activités abandonnées (note 7)	—	93,2
	2 594,7 \$	2 531,0 \$
Immobilisations corporelles		
Canada	653,8 \$	641,9 \$
États-Unis et Mexique	264,5	293,6
	918,3 \$	935,5 \$
Écarts d'acquisition		
Canada	674,1 \$	670,0 \$
États-Unis et Mexique	4,0	3,4
	678,1 \$	673,4 \$

29. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.